

Art. 3. In afwijking van artikel 21 van hetzelfde besluit is het bedrag van de subsidie die voor het jaar 2021 aan de verenigingen ter bevordering van de huisvesting wordt toegekend, gelijk aan het bedrag van de subsidie voor het jaar 2020, indien het resultaat van de toepassing van bovenvermelde regeling lager is.

Art. 4. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 16 december 2021.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Huisvesting, Plaatselijke Besturen, en Stedenbeleid,
Ch. COLLIGNON

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/34330]

10 DECEMBRE 2021. — Ordonnance organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE IER. — Généralités

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Art. 2. Pour l'application de la présente ordonnance, on entend par :

1° Communauté culturelle : le culte reconnu par l'Autorité fédérale ;

2° Organe représentatif : la personne physique ou morale reconnue par l'Autorité fédérale comme l'organe représentatif d'une communauté culturelle ;

3° Communauté locale : l'ensemble des membres d'une communauté culturelle locale ;

4° Établissement : l'établissement chargé de la gestion des intérêts matériels d'une communauté locale, dont le Gouvernement a autorisé la création ;

5° L'association d'établissements : l'association de minimum trois établissements autorisée par le Gouvernement ;

6° Le ministre desservant : la personne dont le traitement est pris en charge par le SPF Justice au sein d'une communauté locale ;

7° La déchéance : l'acte par lequel le Gouvernement constate qu'un établissement perd son droit à l'intervention visée à l'article 30 ;

8° Le retrait de reconnaissance : l'acte par lequel le Gouvernement retire la reconnaissance d'une communauté locale après avoir constaté qu'elle ne remplit plus les critères de reconnaissance ;

9° Le bâtiment emblématique : le bâtiment considéré par l'organe représentatif comme emblématique de la communauté culturelle.

CHAPITRE II. — Organisation et fonctionnement des établissements chargés de la gestion des intérêts matériels des communautés locales reconnues

Section 1. — De l'enregistrement et de la reconnaissance des communautés locales

Art. 3. § 1^{er}. L'organe représentatif fournit chaque année au Gouvernement, avant le 31 janvier, la liste des communautés locales affiliées, reconnues et non reconnues. Le Gouvernement enregistre les communautés locales non encore reconnues. La transmission électronique est permise selon les modalités déterminées par le Gouvernement. La liste mentionne pour chaque communauté locale :

1° le nom qu'il conviendra d'utiliser dans le texte français et dans le texte néerlandais des avis, communications et formulaires pour identifier la communauté ou l'établissement qui gère ses intérêts matériels ;

2° l'adresse du bâtiment où s'exerce le culte, ainsi que l'adresse de toute autre infrastructure utilisée par la communauté locale ;

3° les données d'identité des personnes habilitées par la communauté locale à la représenter ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/34330]

10 DECEMBER 2021. — Ordonnantie betreffende het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen

Het Brussels Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen, hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel 1. Deze ordonnantie regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van deze ordonnantie verstaat men onder :

1° Levensbeschouwelijke gemeenschap : de door de federale overheid erkende eredienst ;

2° Representatief orgaan : de door de federale overheid als representatief orgaan van een levensbeschouwelijke gemeenschap erkende natuurlijke of rechtspersoon ;

3° Plaatselijke gemeenschap : alle leden van een plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschap ;

4° Instelling : de instelling die belast is met het beheer van de materiële belangen van een plaatselijke gemeenschap waarvan de regering de oprichting toegelaten heeft ;

5° De vereniging van instellingen : de vereniging van minstens drie door de regering toegelaten instellingen ;

6° De bedienaar : de persoon binnen een lokale gemeenschap van wie het loon door de FOD Justitie ten laste wordt genomen ;

7° De ontzetting : de akte waarin de regering vaststelt dat een instelling haar recht op de in artikel 30 bedoelde tegemoetkoming verliest ;

8° De intrekking van erkenning : de akte waarmee de regering de erkenning van een plaatselijke gemeenschap intrekt na vastgesteld te hebben dat ze niet langer voldoet aan de erkenningscriteria ;

9° Het emblematisch gebouw : het gebouw dat door het representatief orgaan wordt beschouwd als emblematisch voor de levensbeschouwelijke gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — Organisatie en werking van de instellingen belast met het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke gemeenschappen

Deel 1. — De registratie en de erkenning van de plaatselijke gemeenschappen

Art. 3. § 1. Het representatief orgaan bezorgt de regering elk jaar, vóór 31 januari, de lijst van de al dan niet erkende aangesloten plaatselijke gemeenschappen. De regering registreert de nog niet erkende plaatselijke gemeenschappen. De elektronische overdracht is toegelaten volgens de door de regering bepaalde modaliteiten. Voor elke plaatselijke gemeenschap vermeldt de lijst :

1° de naam die in de Nederlandse en de Franse tekst van mededelingen en formulieren gebruikt dient te worden om de gemeenschap of instelling die haar materiële belangen behartigt aan te duiden ;

2° het adres van het gebouw waarin de eredienst uitgeoefend wordt, alsook het adres van iedere andere infrastructuur die de plaatselijke gemeenschap gebruikt ;

3° de identiteitsgegevens van de door de plaatselijke gemeenschap gemachtigde personen om haar te vertegenwoordigen ;

4° les données d'identité de toute personne en charge de l'exercice du culte ;

5° le statut juridique que la communauté locale a adopté et, le cas échéant, son numéro d'entreprise ;

6° l'adresse de son siège social ;

7° pour les communautés locales reconnues, le nom des membres du conseil d'administration de l'établissement de la communauté ;

8° le nombre de membres que compte la communauté.

§ 2. À leur demande, sauf avis ou recommandation contraire émis par le Centre d'Information et d'Avis sur les organisations sectaires nuisibles conformément à l'article 7 de la loi du 2 juin 1998 « portant création d'un Centre d'Information et d'Avis sur les organisations sectaires nuisibles et d'une Cellule administrative de Coordination de la lutte contre les organisations sectaires nuisibles », le Gouvernement peut également enregistrer, à des fins de connaissance territoriale :

1° une communauté locale qui n'est pas affiliée à une communauté culturelle reconnue par l'Autorité fédérale, dont le culte fait l'objet d'une demande de reconnaissance auprès du Parlement fédéral ;

2° une communauté locale qui offre une assistance morale selon une conception philosophique non confessionnelle.

§ 3. Les communautés locales qui sollicitent leur enregistrement conformément au paragraphe 2 fournissent au Gouvernement les renseignements visés au paragraphe 1^{er}.

Art. 4. Le Gouvernement reconnaît les communautés locales sur la proposition de l'organe représentatif. Il détermine le contenu du dossier qui accompagne les demandes de reconnaissance. Le Gouvernement motive sa décision au regard des éléments suivants :

1° la communauté locale figure sur la liste visée à l'article 3, § 1^{er} depuis au moins trois ans ;

2° la communauté locale a remis un budget prévisionnel et une clôture de compte conformément aux articles 31 à 37 pour un même exercice ;

3° la communauté locale compte un nombre de membres supérieur à 200, l'organe représentatif communique le nombre de membres de la communauté ;

4° l'avis du collège des bourgmestre et échevins de la commune sur le territoire de laquelle se trouve le bâtiment affecté à l'exercice du culte. Si cet avis n'est pas rendu dans un délai de quatre mois à partir de la saisine par le Gouvernement, il est réputé favorable ;

5° le bâtiment ou partie de bâtiment affecté à l'exercice du culte répond aux normes de sécurité et à la législation urbanistique en vigueur ;

6° le bâtiment ou partie de bâtiment affecté à l'exercice du culte est situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

7° le siège social de la communauté est situé sur le territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;

8° les personnes désignées pour faire partie du conseil d'administration visé à l'article 8 ont rendu une déclaration écrite par laquelle elles s'engagent à appliquer correctement la législation sur l'emploi des langues en matière administrative ;

9° les personnes désignées pour faire partie du conseil d'administration visé à l'article 8 ont rendu une déclaration écrite par laquelle elles s'engagent à exclure du conseil d'administration tout individu qui agirait ou inciterait à agir en violation de la Constitution et des lois du peuple belge et de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales ainsi qu'à exclure toute activité ou littérature constituant une violation de ces normes ;

10° le ministre de la Justice a rendu un avis favorable, conformément à l'article 3, § 1^{er}, de l'accord de coopération du 2 juillet 2008 « modifiant l'accord de coopération du 27 mai 2004 entre l'Autorité fédérale, la Communauté germanophone, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale en ce qui concerne la reconnaissance des cultes, les traitements et pensions des ministres des cultes, les fabriques d'église et les établissements chargés de la gestion du temporel des cultes reconnus » ;

4° de identiteitsgegevens van iedere persoon die belast is met de uitoefening van de eredienst ;

5° de rechtsvorm die de plaatselijke gemeenschap aangenomen heeft en, indien van toepassing, haar ondernemingsnummer ;

6° het adres van haar maatschappelijke zetel ;

7° voor de erkende plaatselijke gemeenschappen : de naam van de leden van de raad van bestuur van de instelling van de gemeenschap ;

8° het aantal leden van de gemeenschap.

§ 2. Op hun verzoek kan de Regering behoudens andersluidend advies of andersluidende aanbeveling uitgebracht door het Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties overeenkomstig artikel 7 van de wet van 2 juni 1998 « houdende oprichting van een Informatie- en Adviescentrum inzake de schadelijke sektarische organisaties en van een administratieve coördinatiefcel inzake de strijd tegen schadelijke sektarische organisaties », ook de volgende gemeenschappen en groepen registreren ten behoeve van territoriale kennis :

1° een plaatselijke gemeenschap die niet bij een door de federale overheid erkende levensbeschouwelijke gemeenschap is aangesloten en die behoort tot een eredienst waarvoor bij het federale Parlement een erkenning is aangevraagd ;

2° een plaatselijke gemeenschap die morele bijstand biedt volgens een niet-confessionele filosofische opvatting.

§ 3. De plaatselijke gemeenschappen die hun registratie vragen overeenkomstig paragraaf 2 bezorgen de regering de in paragraaf 1 bedoelde inlichtingen.

Art. 4. De regering erkent de plaatselijke gemeenschappen op voordracht van het representatief orgaan. Zij bepaalt de inhoud van het dossier dat de erkenningsaanvragen begeleidt. De regering motiveert haar beslissing in het licht van volgende elementen :

1° de plaatselijke gemeenschap staat al minstens drie jaar op de in artikel 3, § 1 bedoelde lijst ;

2° de plaatselijke gemeenschap heeft een begrotingsraming en een rekeningafsluiting ingediend overeenkomstig de artikelen 31 tot 37 voor een zelfde boekjaar ;

3° de plaatselijke gemeenschap telt een aantal leden dat groter is dan 200, het representatief orgaan deelt het aantal leden van de gemeenschap mee ;

4° het advies van het college van burgemeester en schepenen van de gemeente op wier grondgebied het gebouw staat waarin de eredienst uitgeoefend wordt. Als dat advies niet gegeven is binnen een termijn van vier maanden vanaf de aanhangigmaking door de regering wordt het geacht gunstig te zijn ;

5° het gebouw of gedeelte van een gebouw dat voor de uitoefening van de eredienst bestemd is, voldoet aan de geldende veiligheidsnormen en stedenbouwkundige wetgeving ;

6° het gebouw of gedeelte van een gebouw dat voor de uitoefening van de eredienst bestemd is, is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen ;

7° de maatschappelijke zetel van de gemeenschap is op het grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gelegen ;

8° personen die worden aangesteld om deel uit te maken van de raad van bestuur bedoeld in artikel 8 hebben een schriftelijke verklaring ingediend waarin zij zich ertoe verbinden de wetgeving op het gebruik van de talen in bestuurszaken correct toe te passen ;

9° personen die worden aangesteld om deel uit te maken van de raad van bestuur bedoeld in artikel 8 hebben een schriftelijke verklaring ingediend waarin zij zich ertoe verbinden uit de raad van bestuur elk individu uit te sluiten dat zou handelen of dat zou aanzetten tot handelen in strijd met de Grondwet en de wetten van het Belgische volk en van het Verdrag tot Bescherming van de Rechten van de Mens en de Fundamentele Vrijheden, en tevens alle activiteiten en geschriften uit te sluiten die met deze normen in strijd zijn ;

10° de minister van justitie heeft een gunstig advies uitgebracht overeenkomstig artikel 3, § 1 van het samenwerkingsakkoord van 2 juli 2008 « tot wijziging van het samenwerkingsakkoord van 27 mei 2004 tussen de Federale Overheid, de Duitstalige Gemeenschap, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de erkenning van de erediensten, de wedden en pensioenen van de bedienaars der erediensten, de kerkfabrieken en de instellingen belast met het beheer van de temporeliën van de erkende erediensten » ;

11° la communauté locale s'engage à confier, à titre principal, l'exercice du culte à un ministre desservant dont le traitement est pris en charge par l'Autorité fédérale. Si ce ministre desservant est un primo-arrivant issu d'un pays non membre de l'Union européenne, la communauté s'engage en outre à ce qu'il suive une formation destinée à faciliter son intégration en Belgique. Le Gouvernement détermine l'opérateur et le contenu de cette formation ;

12° la communauté locale a proposé une dénomination utilisable en français et en néerlandais pour l'établissement.

Art. 5. § 1^{er}. Le Gouvernement peut retirer la reconnaissance d'une communauté locale lorsque :

1° il constate que l'une des conditions prévues à l'article 4 n'est plus remplie ou que l'un des engagements prévus au même article n'est pas respecté et que la régularisation ne s'avère pas possible ;

2° la déchéance de l'établissement est constatée conformément à l'article 35 ou 32, § 5 pendant trois exercices consécutifs ;

3° une libéralité a été acceptée sans respecter la procédure prévue à l'article 52 ;

4° lorsqu'il a constaté que les membres du conseil d'administration ne sont ni élus ni désignés conformément aux articles 8 à 10 et qu'il en a averti l'organe représentatif sans réponse de celui-ci dans un délai de quatre mois ».

§ 2. L'organe représentatif est informé de toute procédure de retrait. Il dispose d'un délai de quarante jours pour informer le Gouvernement de la destination à apporter au patrimoine de l'établissement.

Section 2. — De l'établissement chargé de la gestion des intérêts matériels des communautés locales reconnues et de ses compétences

Art. 6. § 1^{er}. Le Gouvernement, sur la proposition de l'organe représentatif, autorise la création d'un établissement. L'organe représentatif communique la dénomination de l'établissement utilisable en français et en néerlandais.

§ 2. L'établissement est un organisme public doté de la personnalité juridique. Il est géré par un conseil d'administration.

Art. 7. L'établissement est chargé d'assurer à la communauté locale reconnue les conditions matérielles nécessaires à l'exercice du culte. L'établissement est chargé de l'entretien et de la conservation du bâtiment ou partie de bâtiment affecté à l'exercice du culte ainsi que de la gestion de ses biens et moyens financiers.

Section 3. — Du conseil d'administration de l'établissement

Art. 8. § 1^{er}. Le conseil d'administration se compose d'au moins cinq membres, dont maximum deux tiers de même sexe. Le calcul visant à assurer la représentation du tiers le moins nombreux est effectué en arrondissant le résultat à l'unité supérieure. Ses membres sont élus, ou désignés par l'organe représentatif.

Le Gouvernement peut octroyer une dérogation concernant la composition du conseil d'administration sur la base des critères qu'il fixe.

Le conseil d'administration de l'établissement est renouvelé tous les cinq ans.

Dans les deux mois suivant la date de fin de leur mandat, les membres sortants sont remplacés. Les membres sortants peuvent être réélus ou redésignés.

§ 2. Lorsqu'un membre doit être remplacé en cours de mandat, le remplaçant poursuit le mandat initial. La vacance ne peut excéder deux mois.

Faute de remplacement dans le délai fixé, les membres remplaçants sont désignés d'office par l'organe représentatif reconnu, sur la proposition du président du conseil d'administration de l'établissement ou, en cas de circonstances exceptionnelles, en faisant son propre choix.

Art. 9. § 1^{er}. Pour élire les membres du conseil d'administration de l'établissement, il faut :

- être membre de la communauté ;
- avoir atteint l'âge de dix-huit ans accomplis.

Ces conditions doivent être réunies le jour des élections.

11° de plaatselijke gemeenschap verbindt zich ertoe de uitoefening van de eredienst in hoofdberoep aan een bedienaar toe te vertrouwen van wie de wedde door de Federale Overheid ten laste genomen wordt. Indien deze bedienaar een nieuwkomer is uit een land dat geen lid is van de Europese Unie, verbindt de gemeenschap zich ook ertoe deze persoon een opleiding te laten volgen teneinde zijn/haar integratie in België te vergemakkelijken. De Regering bepaalt de instantie die de opleiding zal geven en de inhoud ervan ;

12° de plaatselijke gemeenschap heeft voor de instelling een benaming voorgesteld die gebruikt dient te worden in het Nederlands en in het Frans.

Art. 5. § 1. De Regering mag de erkenning van een plaatselijke gemeenschap intrekken wanneer :

1° ze vaststelt dat een van in artikel 4 bedoelde voorwaarden niet langer vervuld wordt of dat een van in datzelfde artikel bedoelde verbintenissen niet nageleefd wordt en dat een regularisatie niet mogelijk blijkt ;

2° de ontzetting van de instelling overeenkomstig artikel 35 of 32, § 5 gedurende drie opeenvolgende dienstjaren vastgesteld wordt ;

3° een gift aangenomen werd zonder daarbij de door artikel 52 voorgeschreven procedure te eerbiedigen ;

4° ze vaststelt dat de leden van de Raad van Bestuur niet zijn verkozen of aangesteld overeenkomstig de artikelen 8 tot 10 en bij gebrek aan een antwoord binnen een termijn van vier maanden vanwege het representatief orgaan nadat zij dit hiervan op de hoogte heeft gesteld ».

§ 2. Het representatief orgaan wordt geïnformeerd van iedere intrekingsprocedure. Het beschikt over een termijn van veertig dagen om de Regering te informeren over de bestemming van het vermogen van de instelling.

Deel 2. — De instelling belast met het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke gemeenschappen en haar bevoegdheden

Art. 6. § 1. De regering geeft, op voordracht van het representatief orgaan, toestemming voor de oprichting van een instelling. Het representatief orgaan deelt de naam van de instelling mee dat in het Nederlands en in het Frans gebruikt dient te worden.

§ 2. De instelling is een overheidsinstelling met rechtspersoonlijkheid. Zij wordt beheerd door een raad van bestuur.

Art. 7. De instelling moet de erkende plaatselijke gemeenschap de materiële omstandigheden bezorgen die nodig zijn voor de uitoefening van de eredienst. De instelling is belast met het onderhoud en de bewaring van het gebouw of gedeelte van een gebouw dat bestemd is voor de uitoefening van de eredienst en met het beheer van haar goederen en financiële middelen.

Deel 3. — De raad van bestuur van de instelling

Art. 8. § 1. De raad van bestuur is samengesteld uit minstens vijf leden, van wie hoogstens twee derde van hetzelfde geslacht mag zijn. Bij het berekenen van de vertegenwoordiging van het minst talrijke derde wordt het resultaat afgerond naar de hogere eenheid. De leden worden verkozen of aangewezen door het representatief orgaan.

De Regering kan voor de samenstelling van de raad van bestuur een afwijking toestaan op grond van de door haar vastgestelde criteria.

De raad van bestuur van de instelling wordt om de vijf jaar hernieuwd.

Binnen twee maanden na de einddatum van hun mandaat worden de uittredende leden vervangen. De uittredende leden kunnen herverkozen of opnieuw aangewezen worden.

§ 2. Wanneer een lid tijdens zijn mandaat vervangen moet worden, zet de plaatsvervanger het oorspronkelijke mandaat voort. Het mandaat mag niet langer dan twee maanden vacant blijven.

Bij gebrek aan vervanging binnen de vastgestelde termijn wijst het erkende representatief orgaan de plaatsvervangende leden ambtshalve aan, op voorstel van de voorzitter van de raad van bestuur van de instelling of, in uitzonderlijke omstandigheden, maakt het zelf een keuze.

Art. 9. § 1. Om de leden van de raad van bestuur te verkiezen, moet men :

- lid van de gemeenschap zijn ;
- de volle leeftijd van achttien jaar bereikt hebben.

Deze voorwaarden moeten vervuld zijn op de dag van de verkiezingen.

§ 2. Ne peuvent être membres d'un conseil d'administration de l'établissement :

1° les conjoints, les cohabitants ainsi que les parents ou alliés jusqu'au troisième degré ;

2° toute personne qui reçoit une rémunération ou une allocation de la communauté locale ;

3° les membres du Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale ;

4° les ministres et secrétaires d'État de la Région de Bruxelles-Capitale ;

5° les bourgmestres et échevins, les conseillers communaux, les présidents et membres des bureaux permanents de CPAS et les conseillers de CPAS ;

6° le ministre desservant de la communauté. Celui-ci pourra néanmoins assister, avec voix consultative, aux réunions du conseil d'administration.

Art. 10. Lorsque les membres du conseil d'administration de l'établissement sont désignés par scrutin, l'organe représentatif en fixe les modalités, en assure le déroulement et, le cas échéant, statue au sujet des contestations.

Art. 11. § 1^{er}. Toute modification de la composition du conseil d'administration de l'établissement est communiquée sans délai à l'organe représentatif et au Gouvernement.

§ 2. L'organe représentatif prend toute mesure utile lorsqu'il constate que les membres du conseil d'administration de l'établissement ne sont ni désignés ni élus conformément aux articles 8 à 10.

Art. 12. L'organe représentatif, la communauté locale et le conseil d'administration de l'établissement veillent, lors de l'élection ou de la désignation de nouveaux membres du conseil d'administration, à une transmission du savoir suffisante pour permettre au nouveau conseil d'administration d'assurer sa gestion de manière efficace.

Art. 13. Le conseil d'administration de l'établissement désigne en son sein un président, un secrétaire et un trésorier.

Art. 14. Dans l'exercice de leur fonction, le secrétaire et le trésorier sont responsables vis-à-vis du conseil d'administration de l'établissement qui peut toujours les interpeller sur l'exercice de leur fonction.

Art. 15. Le secrétaire est chargé en particulier de la rédaction du procès-verbal des réunions du conseil d'administration de l'établissement ainsi que de la tenue des archives.

Art. 16. Le trésorier, sous la surveillance du conseil d'administration de l'établissement, est chargé des missions suivantes :

1° la perception des fonds qui reviennent à l'établissement ;

2° le règlement des dépenses ;

3° la tenue de la comptabilité de l'établissement ;

4° la rédaction du projet de budget annuel et du plan financier pluriannuel ;

5° la rédaction du projet de compte annuel ;

6° la rédaction de son compte de fin de gestion.

Art. 17. L'établissement est représenté par le président et le secrétaire de son conseil d'administration dans tous les actes judiciaires et extrajudiciaires.

Art. 18. Le président et le secrétaire, agissant conjointement, sont chargés de l'exécution des décisions du conseil d'administration de l'établissement.

Art. 19. Les publications, les actes et le courrier de l'établissement sont signés par le président et contresignés par le secrétaire.

Art. 20. Le conseil d'administration de l'établissement se réunit autant de fois que le requièrent les matières relevant de sa compétence, et au moins une fois par trimestre. Il peut inviter le ministre desservant qui exerce sa fonction au sein de la communauté locale reconnue et dont le traitement est pris en charge par le ministre de la Justice. Le ministre desservant siège avec voix consultative.

Art. 21. Le conseil d'administration de l'établissement est convoqué par le président. La convocation mentionne le lieu, la date, l'heure et l'ordre du jour.

Le président convoque le conseil d'administration de l'établissement par courrier postal ou électronique au moins cinq jours calendrier avant la date de la réunion.

§ 2. Mogen geen lid worden van de raad van bestuur van de instelling :

1° de echtgenoten, de samenwonenden en de familieleden of verwanten tot in de derde graad ;

2° elke persoon die een vergoeding of een toelage ontvangt van de plaatselijke gemeenschap ;

3° de leden van het Brussels Hoofdstedelijk Parlement ;

4° de ministers en staatssecretarissen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

5° de burgemeesters en schepenen, de gemeenteraadsleden, de voorzitters en leden van de vaste bureaus van de OCMW's en de OCMW-raadsleden ;

6° de bedienaar van de gemeenschap. Deze kan echter met raadgevende stem deelnemen aan de vergaderingen van de raad van bestuur.

Art. 10. Wanneer de leden van de raad van bestuur van de instelling bij stemming aangewezen worden, bepaalt het representatief orgaan er de nadere regels van, zorgt het voor de uitvoering van de stemming en beslist het desgevallend over mogelijke betwistingen.

Art. 11. § 1 Elke wijziging in de samenstelling van de raad van bestuur van de instelling wordt onverwijld aan het representatief orgaan en aan de regering meegedeeld.

§ 2. Het representatief orgaan neemt alle nuttige maatregelen wanneer het vaststelt dat de leden van de raad van bestuur van de instelling niet conform de artikelen 8 tot 10 aangewezen of verkozen zijn.

Art. 12. Het representatief orgaan, de plaatselijke gemeenschap en de raad van bestuur van de instelling zorgen er bij de verkiezing of de aanwijzing van nieuwe leden van de raad van bestuur voor dat er voldoende overdracht van kennis is om de nieuwe raad van bestuur de mogelijkheid te geven zijn beheer doeltreffend te laten verlopen.

Art. 13. De raad van bestuur wijst uit zijn midden een voorzitter, een secretaris en een penningmeester aan.

Art. 14. In de uitoefening van hun functie zijn de secretaris en de penningmeester verantwoordelijk t.a.v. de raad van bestuur van de instelling die hen altijd opheldering kan vragen over de uitoefening van hun functie.

Art. 15. De secretaris is in het bijzonder belast met het opstellen van de notulen van de vergaderingen van de raad van bestuur van de instelling en met het bijhouden van de archieven.

Art. 16. De penningmeester is, onder toezicht van de raad van bestuur van de instelling, belast met de volgende opdrachten :

1° de inning van de fondsen die de instelling toekomen ;

2° de regeling van de uitgaven ;

3° het voeren van de boekhouding van de instelling ;

4° het opmaken van het ontwerp van jaarbegroting en van het meerjarig financieel plan ;

5° het opmaken van het ontwerp van jaarrekening ;

6° het opmaken van de eindrekening.

Art. 17. De voorzitter en de secretaris van de raad van bestuur vertegenwoordigen de instelling in en buiten rechte.

Art. 18. De voorzitter en de secretaris, die gezamenlijk optreden, zijn belast met de uitvoering van de beslissingen van de raad van bestuur van de instelling.

Art. 19. De voorzitter ondertekent en de secretaris contrasigneert de publicaties, akten en briefwisseling van de instelling.

Art. 20. De raad van bestuur van de instelling vergadert telkens wanneer de materies die onder zijn bevoegdheid vallen het vereisen en minstens één keer per kwartaal. Hij kan de bedienaar uitnodigen die zijn functie bij de erkende plaatselijke gemeenschap uitoefent en van wie de wedde ten laste genomen wordt door de minister van Justitie. De bedienaar zetelt met raadgevende stem.

Art. 21. De voorzitter roept de raad van bestuur van de instelling samen. In de oproeping worden de plaats, de datum, het uur en de agenda vermeld.

De voorzitter roept de raad van bestuur van de instelling minstens vijf kalenderdagen vóór de datum van de vergadering samen per brief of e-mail.

Art. 22. L'organe représentatif peut convoquer un conseil d'administration extraordinaire et en fixer l'ordre du jour.

Art. 23. Chaque membre du conseil d'administration de l'établissement peut ajouter des points à l'ordre du jour jusqu'à deux jours calendrier avant la date de la réunion.

Art. 24. Le conseil d'administration de l'établissement ne peut délibérer valablement si la majorité des membres n'est pas présente. Cependant, après avoir été convoqué une première fois sans que le quorum ne soit atteint, le conseil d'administration de l'établissement peut valablement délibérer après une deuxième convocation, pour autant qu'au moins deux membres soient présents, et prendre des décisions sur les sujets qui figurent pour la deuxième fois sur l'ordre du jour.

Art. 25. Les décisions sont prises par la majorité des membres présents du conseil d'administration de l'établissement. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante.

Art. 26. Il est interdit à chaque membre du conseil d'administration de l'établissement :

1° de participer à une délibération ou à un vote sur les matières qui le concernent personnellement ou en sa qualité de représentant ou dans lesquelles ses parents ou alliés jusqu'au troisième degré ont un intérêt personnel et direct ;

2° de fournir des prestations contre rémunération en tant qu'avocat ou notaire pour l'établissement ;

3° d'intervenir en qualité d'avocat ou de notaire dans les litiges pour la partie adverse de l'établissement ;

4° de participer directement ou indirectement à un contrat, une attribution de marché de travaux, fournitures ou services, la vente ou l'achat pour le compte de l'établissement. Cette interdiction s'applique également aux sociétés commerciales dont le membre du conseil d'administration de l'établissement est sociétaire, gérant, administrateur ou mandataire.

Art. 27. Chaque conseil d'administration de l'établissement établit un règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est soumis dans les deux mois à l'approbation de l'organe représentatif reconnu, qui transmet à son tour, à titre d'information, un exemplaire du règlement approuvé au Gouvernement.

CHAPITRE III. — *De la gestion financière des établissements*

Section 1. — *Des recettes et des dépenses de l'établissement*

Art. 28. Les recettes de l'établissement se composent des éléments suivants :

1° les recettes découlant des biens dont l'établissement assume la gestion, et notamment :

a) les revenus générés par le bâtiment ou la partie de bâtiment affecté à l'exercice du culte ;

b) les revenus générés par les droits concédés sur tout ou partie du bâtiment affecté à l'exercice du culte ;

2° la vente ou la location des biens mobiliers ou immobiliers du patrimoine privé de l'établissement ;

3° les donations, legs, fondations et dons manuels qui sont destinés à créer les conditions matérielles pour l'exercice du culte ;

4° les subventions et produits exceptionnels qui sont destinés à créer les conditions matérielles pour l'exercice du culte ;

5° tous les autres revenus destinés à créer les conditions matérielles pour l'exercice du culte, notamment le produit des collectes ;

6° l'intervention de la Région visée à l'article 30.

Art. 29. Seuls les frais et dépenses listés peuvent être pris en charge par l'établissement :

1° les frais nécessaires à l'exercice du culte dans les bâtiments que l'établissement a affectés à cet effet ;

2° le remboursement des mensualités et autres charges de dette contractées afin d'acquiescer ou de rénover les bâtiments ou partie de bâtiment affectés à l'exercice du culte ;

3° les dépenses relatives à l'organisation des élections du conseil d'administration ;

Art. 22. Het representatief orgaan mag een buitengewone raad van bestuur samenroepen en er de agenda van vastleggen.

Art. 23. Elk lid van de raad van bestuur van de instelling kan tot twee dagen vóór de datum van de vergadering punten toevoegen aan de agenda.

Art. 24. De raad van bestuur van de instelling kan niet geldig beraadslagen als de meerderheid van de leden niet aanwezig is. Na een eerste keer samengeroepen te zijn zonder dat het quorum bereikt is, kan de raad van bestuur van de instelling echter geldig beraadslagen na een tweede oproeping, voor zover minstens twee leden aanwezig zijn en kan hij beslissingen nemen over onderwerpen die voor de tweede keer op de agenda voorkomen.

Art. 25. De beslissingen worden genomen bij meerderheid van de aanwezige leden van de raad van bestuur van de instelling. Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter doorslaggevend.

Art. 26. Het is elk lid van de raad van bestuur van de instelling verboden :

1° deel te nemen aan een beraadslaging of stemming over materies die hem persoonlijk of in zijn hoedanigheid van vertegenwoordiger aanbelangen of waarin zijn familieleden of verwanten tot in de derde graad een persoonlijk en rechtstreeks belang hebben ;

2° prestaties tegen vergoeding te leveren als advocaat of notaris voor de instelling ;

3° tussen te komen als advocaat of notaris in geschillen voor de tegenpartij van de instelling ;

4° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan een contract, de toewijzing van een overheidsopdracht voor werken, leveringen of diensten, de verkoop of aankoop voor rekening van de instelling. Dit verbod is ook van toepassing op de handelsvennootschappen waarvan het lid van de raad van bestuur van de instelling vennoot, zaakvoerder, beheerder of mandataris is.

Art. 27. Elke raad van bestuur van de instelling stelt een huishoudelijk reglement op dat binnen twee maanden voor goedkeuring voorgelegd wordt aan het erkende representatief orgaan dat op zijn beurt een exemplaar van het goedgekeurde reglement ter informatie aan de regering bezorgt.

HOOFDSTUK III. — *Het financieel beheer van de instellingen*

Deel 1. — *De ontvangsten en uitgaven van de instelling*

Art. 28. De ontvangsten van de instelling zijn uit de volgende elementen samengesteld :

1° de ontvangsten die voortvloeien uit de goederen die door de instelling beheerd worden, en met name :

a) de inkomsten die gegenereerd worden door het gebouw of het deel van het gebouw dat voor de uitoefening van de eredienst bestemd is ;

b) de inkomsten die gegenereerd worden door de verleende rechten op het geheel of een deel van het gebouw dat voor de uitoefening van de eredienst bestemd is ;

2° de verkoop of de verhuring van roerende en onroerende goederen uit het privévermogen van de instelling ;

3° de schenkingen, legaten, stichtingen en handgiften die bestemd zijn om materiële voorwaarden te creëren voor de uitoefening van de eredienst ;

4° de subsidies en uitzonderlijke opbrengsten die bestemd zijn om materiële voorwaarden te creëren voor de uitoefening van de eredienst ;

5° alle andere inkomsten die bestemd zijn om materiële voorwaarden te creëren voor de uitoefening van de eredienst, met name de opbrengst van de geldinzamelingen ;

6° de in artikel 30 bedoelde tegemoetkoming van het Gewest.

Art. 29. Enkel kosten en uitgaven die op de lijst staan mogen door de instelling ten laste worden genomen :

1° de kosten die nodig zijn voor de uitoefening van de eredienst in de gebouwen die de instelling daarvoor bestemd heeft ;

2° de terugbetaling van de maandelijks afbetalingen en andere schuldenlasten die aangegaan werden om de gebouwen of het deel van het gebouw dat voor de uitoefening van de eredienst bestemd is te kopen of te renoveren ;

3° de uitgaven betreffende de organisatie van de verkiezingen van de raad van bestuur ;

4° l'entretien des bâtiments ou partie de bâtiment affectés à l'exercice du culte ;

5° la dépense relative au marché de services qui vise à établir le compte et le budget lorsque l'établissement adhère à une association d'établissements visée à l'article 42. Cette dépense n'est pas obligatoire ;

6° l'alimentation de fonds de réserve spécifiques dans les limites fixées par le Gouvernement ;

7° les frais de personnel spécifiques à chaque culte dans les limites fixées par le Gouvernement.

Art. 30. § 1^{er}. Lorsque les recettes de l'établissement ne permettent pas de couvrir les dépenses ordinaires, le Gouvernement octroie une intervention égale à la différence.

L'intervention ne peut être supérieure à 30 % des dépenses ordinaires hors charges d'emprunt.

§ 2. Lorsque l'établissement adhère à une association d'établissements telle que visée à l'article 42, l'intervention peut être supérieure à 30 % des dépenses ordinaires de l'association hors charges d'emprunt, sans dépasser 40 % des mêmes dépenses de l'association.

L'association organise, le cas échéant, les transferts de revenus nécessaires entre ses membres.

§ 3. Lorsque l'établissement a en charge l'entretien d'un bâtiment déclaré emblématique par l'organe représentatif, conformément à l'article 56, l'intervention peut être supérieure à 30 % des dépenses ordinaires hors charges d'emprunt, sans dépasser 40 % des dépenses ordinaires hors charges d'emprunt.

§ 4. Les charges d'emprunt que le Gouvernement a approuvées peuvent être couvertes par l'intervention du Gouvernement.

Section 2. — Du budget de l'établissement

Art. 31. L'exercice financier de l'établissement débute le 1^{er} janvier ou à l'entrée en fonction du trésorier et se termine le 31 décembre de la même année.

Art. 32. § 1^{er}. Le conseil d'administration de l'établissement fixe annuellement le budget de l'établissement pour l'exercice suivant.

§ 2. Le Gouvernement arrête le modèle de budget. Le budget distingue les recettes et dépenses ordinaires des recettes et dépenses extraordinaires.

§ 3. Le budget est accompagné d'une projection pluriannuelle des recettes et dépenses sur une période de cinq ans qui débute l'année qui suit la mise en place du conseil d'administration.

§ 4. Le Gouvernement arrête les règles budgétaires et comptables applicables aux établissements.

§ 5. Lorsque l'établissement n'adhère pas à une association d'établissements, le budget est transmis simultanément au Gouvernement et à l'organe représentatif avant le 1^{er} septembre. À défaut, le Gouvernement peut prononcer la déchéance de l'établissement.

Lorsque l'établissement adhère à une association, le budget lui est transmis avant le 1^{er} septembre. L'association agrège les budgets des établissements adhérents. Elle transmet le budget agrégé simultanément au Gouvernement et à l'organe représentatif reconnu avant le 1^{er} octobre. À défaut, le Gouvernement peut prononcer la déchéance des établissements qui composent l'association.

§ 6. Le conseil d'administration de l'établissement peut, en cours d'exercice, apporter des modifications au budget. Les règles applicables au budget le sont également en ce qui concerne les modifications budgétaires. Lorsque l'établissement adhère à une association d'établissements, la modification ne peut se faire qu'après concertation avec les autres établissements adhérents. La concertation se constate par procès-verbal du conseil d'administration de l'association d'établissements.

Art. 33. L'organe représentatif approuve le budget de l'établissement ou de l'association d'établissements et le transmet au Gouvernement dans les quarante jours de sa réception.

L'organe représentatif peut modifier le budget dans les cas suivants :

- 1° lorsqu'il constate des erreurs manifestes ;
- 2° lorsque l'établissement a inscrit des dépenses sans rapport avec l'exercice du culte ;
- 3° lorsque le montant des interventions régionales dépasse le plafond prévu au plan pluriannuel ou à l'article 30 ;

4° het onderhoud van de gebouwen of het deel van het gebouw dat voor de uitoefening van de eredienst bestemd is ;

5° de uitgave betreffende de overheidsopdracht die ertoe strekt de rekening en de begroting op te maken wanneer de vereniging toetreedt tot een in artikel 42 bedoelde vereniging van instellingen. Die uitgave is niet verplicht ;

6° het spijzen van de specifieke reserve fondsen binnen de grenzen die vastgelegd werden door de regering ;

7° de voor iedere eredienst specifieke personeelskosten binnen de grenzen die vastgelegd werden door de regering.

Art. 30. § 1. Wanneer de ontvangsten van de instelling het niet toelaten de gewone uitgaven te dekken, kent de regering een tegemoetkoming toe die gelijk is aan het verschil.

De tegemoetkoming mag niet meer bedragen dan 30 % van de gewone uitgaven buiten de leninglasten.

§ 2. Wanneer de instelling toetreedt tot een vereniging van instellingen als bedoeld in artikel 42 mag de tegemoetkoming meer bedragen dan 30 % van de gewone uitgaven van de vereniging buiten de leninglasten zonder evenwel meer te bedragen dan 40 % van diezelfde uitgaven van de vereniging.

De vereniging organiseert eventueel de nodige overdrachten van inkomsten tussen haar leden.

§ 3. Indien de instelling belast is met het onderhoud van een door het representatief orgaan emblematisch verklaard gebouw, kan de tegemoetkoming, in overeenstemming met artikel 56, hoger zijn dan 30 % van de gewone uitgaven zonder de leninglasten, waarbij de tegemoetkoming niet hoger mag liggen dan 40 % van de gewone uitgaven zonder de leninglasten.

§ 4. De door de Regering goedgekeurde leninglasten mogen gedekt worden met de bijdrage van de Regering.

Deel 2. — De begroting van de instelling

Art. 31. Het boekjaar van de instelling vangt aan op 1 januari of bij de indiensttreding van de penningmeester en loopt af op 31 december van hetzelfde jaar.

Art. 32. § 1. De raad van bestuur van de instelling legt jaarlijks de begroting van de instelling vast voor het volgende boekjaar.

§ 2. De Regering stelt het model van de begroting vast. De begroting maakt het onderscheid tussen de gewone ontvangsten en uitgaven en de buitengewone ontvangsten en uitgaven.

§ 3. De begroting gaat gepaard met een meerjarenprojectie van de ontvangsten en uitgaven over een periode van vijf jaar die aanvangt in het jaar van de aanstelling van de raad van bestuur.

§ 4. De regering bepaalt de begrotings- en boekhoudkundige regels die van toepassing zijn op de instellingen.

§ 5. Wanneer de instelling niet toetreedt tot een vereniging van instellingen wordt de begroting gelijktijdig aan de regering en aan het representatief orgaan bezorgd vóór 1 september. Als dit niet gebeurt kan de regering de ontzetting van de instelling uitspreken.

Wanneer de instelling toetreedt tot een vereniging wordt de begroting vóór 1 september aan de regering bezorgd. De vereniging voegt de begrotingen van de aangesloten instellingen samen. Ze bezorgt de gebundelde begroting gelijktijdig aan de regering en aan het representatief orgaan vóór 1 oktober. Als dit niet gebeurt, kan de regering de ontzetting uitspreken van de instellingen die de vereniging vormen.

§ 6. De raad van bestuur van de instelling kan, in de loop van het boekjaar, wijzigingen aanbrengen aan de begroting. De regels die van toepassing zijn op de begroting zijn het ook op de begrotingswijzigingen. Wanneer de instelling toetreedt tot een vereniging van instellingen kan de wijziging enkel plaatsvinden na overleg met de andere aangesloten instellingen. Het overleg wordt bevestigd door een proces-verbaal van de raad van bestuur van de vereniging van instellingen.

Art. 33. Het representatief orgaan keurt de begroting van de instelling of van de vereniging van instellingen goed en bezorgt ze binnen veertig dagen na ontvangst aan de regering.

Het representatief orgaan kan de begroting wijzigen in de volgende gevallen :

- 1° wanneer het manifeste fouten vaststelt ;
- 2° wanneer de instelling uitgaven heeft ingeschreven die geen verband houden met de uitoefening van de eredienst ;
- 3° wanneer het bedrag van de gewestelijke tegemoetkomingen het in het meerjarenplan of in artikel 30 bepaalde plafond overschrijdt ;

4° lorsqu'il constate un manquement à la légalité ou une non-observation de la réglementation.

Art. 34. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête définitivement le budget de l'établissement ou de l'association dans les quarante jours de la réception du budget approuvé par l'organe représentatif.

§ 2. Sauf erreur manifeste ou illégalité avérée, lorsque le plan pluriannuel annexé au budget ne comporte pas d'intervention financière visée à l'article 30, le Gouvernement ne modifie aucun article du budget.

§ 3. Sauf erreur manifeste ou illégalité avérée, lorsque le budget prévoit une intervention financière visée à l'article 30, et que cette intervention était déjà prévue dans un plan pluriannuel annexé à un budget déjà approuvé, le Gouvernement ne modifie aucun article du budget.

§ 4. Lorsque le budget prévoit une intervention financière régionale qui n'était pas prévue dans le plan pluriannuel déjà approuvé, le Gouvernement procède à l'analyse du contenu des articles budgétaires. Il peut demander à l'organe représentatif des informations complémentaires.

Section 3. — Du compte de l'établissement

Art. 35. § 1^{er}. Le conseil d'administration de l'établissement fixe annuellement le compte de l'année précédente selon le modèle arrêté par le Gouvernement.

Un inventaire des biens sur lesquels l'établissement dispose d'un droit réel est joint au compte. Le gouvernement arrête le modèle d'inventaire. Si l'établissement n'adhère pas à une association visée à l'article 42, le compte est transmis, avant le 10 avril, simultanément à l'organe représentatif et au Gouvernement. À défaut, le Gouvernement peut prononcer la déchéance de l'établissement. Le Gouvernement peut réclamer la production de pièces justificatives dans le délai fixé à l'article 37, § 1^{er}. L'établissement dispose d'un délai de quinze jours pour fournir les pièces au Gouvernement. À défaut, le Gouvernement peut prononcer la déchéance de l'établissement.

§ 2. Lorsque l'établissement adhère à une association d'établissements, le compte est transmis avant le 10 avril à l'association. L'association agrége les comptes des établissements adhérents et transmet le compte agrégé simultanément à l'organe représentatif et au Gouvernement avant le 2 mai. À défaut, le Gouvernement peut prononcer la déchéance des établissements qui composent l'association. Le Gouvernement peut réclamer la production de pièces justificatives dans le délai fixé à l'article 37, § 1^{er}. L'association dispose d'un délai de vingt jours pour fournir les pièces au Gouvernement. À défaut, le Gouvernement peut prononcer la déchéance des établissements qui composent l'association.

Art. 36. L'organe représentatif approuve le compte. Il peut :

1° l'approuver dans sa totalité et le renvoyer au Gouvernement dans les quarante jours de la réception ;

2° en corriger les erreurs manifestes ;

3° demander des explications complémentaires à l'établissement ou à l'association d'établissements.

L'organe représentatif peut modifier le compte dans les cas suivants :

1° lorsqu'il constate des erreurs manifestes ;

2° lorsque l'établissement a inscrit des dépenses sans rapport avec l'exercice du culte ;

3° lorsqu'il constate un manquement à la légalité ou une non-observation de la réglementation.

Art. 37. § 1^{er}. Le Gouvernement arrête définitivement le compte dans les quarante jours de la réception du compte approuvé par l'organe représentatif.

§ 2. Lorsque le Gouvernement a réclamé des pièces justificatives dans le délai initial de quarante jours, il approuve le compte dans les quarante jours de leur réception.

4° wanneer het een inbreuk op de wettelijkheid of een niet-naleving van de regelgeving vaststelt.

Art. 34. § 1. De regering legt de begroting van de instelling of van de vereniging definitief vast binnen veertig dagen na ontvangst van de door het representatief orgaan goedgekeurde begroting.

§ 2. Behoudens manifeste fout of bewezen onwettigheid wijzigt de regering geen enkel artikel van de begroting wanneer het bij de begroting gevoegde meerjarenplan geen in artikel 30 bedoelde financiële tegemoetkoming bevat.

§ 3. Behoudens manifeste fout of bewezen onwettigheid wijzigt de regering geen enkel artikel van de begroting wanneer de begroting voorziet in een in artikel 30 bedoelde financiële tegemoetkoming en wanneer die tegemoetkoming al gepland was in een bij een al goedgekeurde begroting gevoegd meerjarenplan.

§ 4. Wanneer de begroting voorziet in een gewestelijke financiële tegemoetkoming die niet gepland was in het al goedgekeurde meerjarenplan, analyseert de regering de inhoud van de begrotingsartikelen. Ze kan het representatief orgaan bijkomende informatie vragen.

Deel 3. — De rekening van de instelling

Art. 35. § 1. De raad van bestuur van de instelling stelt jaarlijks de rekening van het voorafgaande jaar vast volgens het door de regering bepaalde model.

Een inventaris van de goederen waarop de instelling over een zakelijk recht beschikt, wordt bij de rekening gevoegd. De Regering stelt het model van inventaris vast. Als de instelling niet tot een vereniging bedoeld in artikel 42 toetreedt, wordt de rekening vóór 10 april gelijktijdig aan het representatief orgaan en de regering bezorgd. Als dit niet gebeurt, kan de regering de ontzetting van de instelling uitspreken. De regering kan de voorlegging eisen van de bewijsstukken binnen de in artikel 37, § 1 bepaalde termijn. De instelling beschikt over een termijn van vijftien dagen om de regering de stukken te bezorgen. Als dit niet gebeurt, kan de regering de ontzetting van de instelling uitspreken.

§ 2. Wanneer de instelling tot een vereniging van instellingen toetreedt, wordt de rekening vóór 10 april aan de vereniging bezorgd. De vereniging voegt de rekeningen van de aangesloten instellingen samen en bezorgt de gebundelde rekening gelijktijdig aan het representatief orgaan en aan de regering vóór 2 mei. Als dit niet gebeurt, kan de regering de ontzetting uitspreken van de instellingen die de vereniging vormen. De regering kan de voorlegging eisen van de bewijsstukken binnen de in artikel 37, § 1 bepaalde termijn. De vereniging beschikt over een termijn van twintig dagen om de regering de stukken te bezorgen. Als dit niet gebeurt, kan de regering de ontzetting uitspreken van de instellingen die de vereniging vormen.

Art. 36. Het representatief orgaan keurt de rekening goed. Het kan :

1° de rekening in haar geheel goedkeuren en ze binnen veertig dagen na ontvangst terug naar de regering sturen ;

2° de manifeste fouten verbeteren ;

3° bijkomende uitleg aan de instelling of aan de vereniging van instellingen vragen.

Het representatief orgaan kan de rekening wijzigen in de volgende gevallen :

1° wanneer het manifeste fouten vaststelt ;

2° wanneer de instelling uitgaven heeft ingeschreven die geen verband houden met de uitoefening van de eredienst ;

3° wanneer het een inbreuk op de wettelijkheid of een niet-naleving van de regelgeving vaststelt.

Art. 37. § 1. De regering legt de rekening definitief vast binnen veertig dagen na ontvangst van de door het representatief orgaan goedgekeurde rekening.

§ 2. Wanneer de regering bewijsstukken in de initiële termijn van veertig dagen gevraagd heeft, keurt ze de rekening goed binnen veertig dagen na ontvangst ervan.

Section 4. — Du compte de fin de gestion du trésorier de l'établissement

Art. 38. § 1^{er}. Le trésorier démissionnaire de l'établissement ne cesse ses fonctions que lors de l'installation de son successeur.

Il dresse à ce moment un inventaire des documents, livres, mobilier, matériel et objets remis à son successeur. Cet inventaire est signé par les deux trésoriers qui en gardent chacun une expédition.

§ 2. En cas de décès, révocation, suspension du trésorier ou s'il se trouve dans l'impossibilité de dresser l'inventaire, toutes les mesures conservatoires requises sont prises et l'inventaire est dressé à l'intervention du conseil d'administration de l'établissement. Quand le remplaçant est désigné, cet inventaire lui est remis.

Art. 39. § 1^{er}. Après l'inventaire, le compte de fin de gestion est dressé, signé et certifié exact par le trésorier sortant et accepté sous réserve par le trésorier entrant.

§ 2. En cas de retard ou de refus du trésorier sortant de remettre au successeur le compte de fin de gestion, le conseil d'administration de l'établissement le met en demeure de satisfaire à ses obligations.

Cette mise en demeure est faite par exploit d'huissier de justice qui fixe le délai d'exécution.

Si, à l'expiration de ce délai, la sommation est restée sans suite, le conseil d'administration de l'établissement dresse le compte de fin de gestion d'après les éléments en sa possession.

Les frais de sommation et d'expert sont imputés au compte de fin de gestion à charge du trésorier sortant.

Un exemplaire du compte est transmis au trésorier sortant, avec invitation à formuler ses observations dans les trente jours.

§ 3. En cas de décès ou de révocation du trésorier ou si le trésorier sortant se trouve dans l'impossibilité de dresser le compte de fin de gestion, le conseil d'administration de l'établissement le dresse.

Un exemplaire du compte est transmis au trésorier sortant ou à ses ayants cause, avec invitation à formuler leurs observations dans les trente jours.

Art. 40. Le compte de fin de gestion comprend :

1° le résultat du dernier compte annuel arrêté définitivement ;

2° les opérations qui ne sont pas encore portées dans un compte annuel.

Il mentionne que les fonds, valeurs, titres et documents comptables justificatifs ont été remis au trésorier entrant. L'inventaire des biens sur lesquels l'établissement dispose d'un droit réel est joint au compte de fin de gestion.

En cas de déficit de caisse, une créance du montant du déficit est ouverte en recettes à charge du trésorier.

Art. 41. Le conseil d'administration de l'établissement transmet le compte de fin de gestion, sans délai, au Gouvernement.

CHAPITRE IV. — *De l'association d'établissements*

Art. 42. Plusieurs établissements peuvent, sur décision de leurs conseils d'administration respectifs, le cas échéant sur interpellation de l'organe représentatif, demander de créer une association d'établissements. Un établissement, sur décision de son conseil d'administration, peut demander d'adhérer à une association d'établissements existante.

Le Gouvernement, sur proposition de l'organe représentatif, autorise la création d'une association d'établissements ou l'adhésion à une association d'établissements existante. L'association compte minimum trois établissements.

L'association est un organisme public doté de la personnalité juridique. L'association est gérée par un conseil d'administration.

Art. 43. Le conseil d'administration de l'établissement qui a été autorisé à créer une association ou à y adhérer nomme en son sein son représentant au conseil d'administration de l'association. Le conseil compte autant de membres que d'établissements qui adhèrent à l'association. Lorsqu'un conseil d'administration d'établissement est renouvelé, un nouveau représentant est nommé. Le représentant sortant peut être nommé à nouveau.

Art. 44. Le conseil d'administration de l'association d'établissements est l'organe de gestion de l'association.

Deel 4. — De eindrekening van de penningmeester van de instelling

Art. 38. § 1. De ontslagnemende penningmeester blijft zijn dienst waarnemen tot aan de ambtsopneming van zijn opvolger.

Op dat ogenblik maakt hij een inventaris op van de documenten, boeken, het meubilair en de aan zijn opvolger overhandigde voorwerpen. Die inventaris wordt door beide penningmeesters ondertekend die er elk een exemplaar van bijhouden.

§ 2. Bij overlijden, afzetting of schorsing van de penningmeester, of wanneer hij zich in de onmogelijkheid bevindt om de eindrekening op te maken, worden alle vereiste bewarende maatregelen getroffen en wordt de inventaris opgemaakt door bemiddeling van de raad van bestuur van de instelling. Zodra de vervanger aangewezen is, wordt hem die inventaris ter hand gesteld.

Art. 39. § 1. Na de inventaris wordt de eindrekening door de uittreedende penningmeester opgesteld, ondertekend en voor echt verklaard en onder voorbehoud door de aantredende penningmeester aanvaard.

§ 2. Wanneer de uittreedende penningmeester de eindafrekening te laat afgeeft of weigert af te geven aan de opvolger, maant de raad van bestuur van de instelling hem aan zijn verplichtingen na te komen.

Die aanmaning geschiedt bij gerechtsdeurwaarderexploot dat de uitvoeringstermijn vaststelt.

Is de aanmaning bij het verstrijken van die termijn zonder gevolg gebleven, dan maakt de raad van bestuur van de instelling de eindrekening op volgens de gegevens die in zijn bezit zijn.

De aanmanings- en expertisekosten worden in de eindrekening ten laste van de uittreedende penningmeester aangerekend.

Een exemplaar van de rekening wordt de uittreedende penningmeester ter hand gesteld, met verzoek zijn opmerkingen te formuleren binnen dertig dagen.

§ 3. Bij overlijden of afzetting van de penningmeester, of wanneer de uittreedende penningmeester zich in de onmogelijkheid bevindt om de eindrekening op te maken, wordt ze door de raad van bestuur van de instelling opgemaakt.

Een exemplaar van de rekening wordt de uittreedende penningmeester of zijn rechtverkrijgenden ter hand gesteld, met verzoek zijn opmerkingen te formuleren binnen dertig dagen.

Art. 40. De eindafrekening omvat :

1° de uitkomst van de laatste definitief vastgestelde jaarrekeningen ;

2° de verrichtingen die nog niet in de jaarrekening zijn opgenomen.

Ze vermeldt dat de fondsen, waarden, effecten en boekhoudkundige stukken aan de aantredende penningmeester overhandigd werden. Een inventaris van de goederen waarop de instelling over een zakelijk recht beschikt, wordt bij de eindrekening gevoegd.

Indien een kastekort wordt vastgesteld, wordt een vordering ten belope van het bedrag van het tekort geboekt in de ontvangsten ten laste van de penningmeester.

Art. 41. De raad van bestuur van de instelling bezorgt de eindrekening onverwijld aan de regering.

HOOFDSTUK IV. — *De vereniging van instellingen*

Art. 42. Verschillende instellingen kunnen, op beslissing van hun respectieve raden van bestuur, desgevallend op verzoek van het representatief orgaan, vragen om een vereniging van instellingen op te richten. Op beslissing van haar raad van bestuur kan een instelling vragen om toe te treden tot een bestaande vereniging van instellingen.

De regering geeft, op voordracht van het representatief orgaan, toestemming voor de oprichting van een vereniging van instellingen of voor de toetreding tot een bestaande vereniging van instellingen. De vereniging telt minimaal drie instellingen.

De vereniging is een overheidsinstelling met rechtspersoonlijkheid. De vereniging wordt beheerd door een raad van bestuur.

Art. 43. De raad van bestuur van de instelling die toelating gekregen heeft om een vereniging op te richten of tot een vereniging toe te treden, duidt zijn eigen vertegenwoordiger in de raad van bestuur van de vereniging aan. De raad telt evenveel leden als instellingen die tot de vereniging toetreden. Wanneer de raad van bestuur van een instelling hernieuwd wordt, wordt een nieuwe vertegenwoordiger benoemd. De uittreedende vertegenwoordiger kan opnieuw benoemd worden.

Art. 44. De raad van bestuur van de vereniging van instellingen is het beheersorgaan van de vereniging.

Art. 45. Le conseil d'administration de l'association désigne en son sein un président, un secrétaire et un trésorier. Les rôles de président, de secrétaire et de trésorier ne sont pas cumulables.

Art. 46. § 1^{er}. Le trésorier est chargé d'agrèger les budgets et les comptes des établissements qui adhèrent à l'association.

§ 2. Au cas où le budget agrégé, définitivement arrêté par le Gouvernement, montre une intervention visée à l'article 30, l'intervention est liquidée à l'association, chargée de rétrocéder à chaque établissement ce qui lui revient.

Art. 47. Les établissements membres d'une association peuvent déléguer tout ou partie de leurs attributions à l'association d'établissements. La délégation est constatée par convention entre les conseils d'administration. La délégation est identique pour tous les établissements membres d'une même association. Copie de la convention est transmise sans délai à l'organe représentatif et au Gouvernement.

CHAPITRE V. — *De la tutelle administrative sur les actes et de la tutelle coercitive sur les conseils d'administration*

Section 1<re>. — De l'information de l'autorité de tutelle

Art. 48. Le conseil d'administration de l'établissement ou de l'association transmet au Gouvernement et à son organe représentatif les actes mentionnés aux articles 32, 35, 52, 56, 58, 60, 62 et 65 dans les vingt jours de la date où ils ont été pris.

Le Gouvernement détermine les actes des conseils d'administration, autres que les actes visés à l'alinéa précédent, qui doivent lui être transmis, et à l'organe représentatif, ainsi que les modalités relatives à cette transmission.

Art. 49. Le conseil d'administration de l'établissement ou de l'association d'établissements transmet trimestriellement au Gouvernement et à l'organe représentatif la liste de tous les actes autres que ceux qui doivent être transmis en vertu de l'article 48. La liste comprend un bref exposé de ces actes. Dans les vingt jours de la réception de la liste, le Gouvernement et l'organe représentatif peuvent réclamer un acte qui y figure.

Art. 50. À l'exception de tout document qui comporte des données nominatives relatives aux membres de la communauté locale, le Gouvernement peut recueillir, y compris au siège de l'établissement, tous renseignements et éléments utiles.

Section 2. — Gestion des délais

Art. 51. § 1^{er}. Les arrêtés pris en exécution des articles 34 et 37 doivent être notifiés au conseil d'administration dans un délai de quarante jours suivant la réception de l'acte approuvé par l'organe représentatif ou des pièces justificatives lorsqu'elles ont été réclamées dans le délai. Ce délai peut être prorogé une fois par le Gouvernement pour un délai ne pouvant pas dépasser le délai initial. La décision de proroger le délai doit également être notifiée avant l'expiration du délai initial. Si ces délais ne sont pas respectés, l'acte est réputé approuvé.

§ 2. Les arrêtés pris en exécution des articles 52 à 54, et 59 à 63, doivent être notifiés au conseil d'administration de l'établissement dans un délai de quarante jours suivant la réception de l'acte.

§ 3. En ce qui concerne les délais qui lui sont impartis, le Gouvernement est tenu par les règles suivantes :

1° le premier jour du délai est le lendemain du jour de la réception de l'acte en sa forme authentique ;

2° le jour de l'échéance est compté dans le délai ;

3° tout arrêté du Gouvernement doit être notifié par écrit ou par voie électronique. Son envoi doit se faire au plus tard le jour de l'échéance du délai. À défaut, l'approbation ou l'autorisation est censée avoir été délivrée.

Lorsque le jour de l'échéance est un samedi, un dimanche ou un jour férié, l'échéance est reportée au jour ouvrable suivant. On entend par jours fériés, les jours suivants : le 1^{er} janvier, le lundi de Pâques, le 1^{er} mai, l'Ascension, le lundi de Pentecôte, le 21 juillet, le 15 août, les 1^{er}, 2, 11 et 15 novembre, les 25 et 26 décembre, ainsi que les jours déterminés par ordonnance ou par arrêté du Gouvernement.

§ 3. Le Gouvernement informe l'organe représentatif de chaque décision qu'il notifie au conseil d'administration de l'établissement.

Art. 45. De raad van bestuur van de vereniging wijst uit zijn midden een voorzitter, een secretaris en een penningmeester aan. De functies van voorzitter, secretaris en penningmeester mogen niet gecumuleerd worden.

Art. 46. § 1. De penningmeester moet de begrotingen en de rekeningen bundelen van de instellingen die tot de vereniging toetreden.

§ 2. Wanneer in de definitief door de regering vastgelegde begroting een in artikel 30 bedoelde tegemoetkoming voorkomt, wordt de tegemoetkoming aan de vereniging betaald die aan elke instelling het haar toekomend deel moet doorstorten.

Art. 47. De instellingen die lid zijn van een vereniging kunnen hun bevoegdheden geheel of gedeeltelijk aan de vereniging van instellingen overdragen. De overdracht wordt in een overeenkomst tussen de raden van bestuur vastgelegd. De overdracht is dezelfde voor alle instellingen die lid zijn van eenzelfde vereniging. Er wordt onverwijld een kopie van de overeenkomst aan het representatief orgaan en aan de regering bezorgd.

HOOFDSTUK V. — *Het administratief toezicht op de akten en het dwingend toezicht op de raden van bestuur*

Deel 1. — De informatie van de toezichhoudende overheid

Art. 48. De raad van bestuur van de instelling of van de vereniging bezorgt de in artikel 32, 35, 52, 56, 58, 60, 62 en 65 vermelde akten aan de regering en aan haar representatief orgaan binnen twintig dagen na de datum waarop ze zijn vastgesteld.

De regering bepaalt de andere akten van de raden van bestuur dan die bedoeld in het vorige alinea die haar en het representatief orgaan bezorgd moeten worden, evenals de manier waarop ze bezorgd moeten worden.

Art. 49. De raad van bestuur van de instelling of van de vereniging van instellingen bezorgt driemaandelijks aan de regering en aan het representatief orgaan de lijst van alle andere akten dan die welke overeenkomstig artikel 48 verplicht moeten bezorgd worden. De lijst omvat een korte uiteenzetting van die akten. Binnen twintig dagen na ontvangst van de lijst kan de regering een akte opvragen die erin voorkomt.

Art. 50. Met uitzondering van ieder document dat persoonsgegevens bevat betreffende de leden van de plaatselijke gemeenschap, kan de regering alle nuttige inlichtingen en elementen inwinnen, ook op de zetel van de inrichting.

Afdeling 2. — Beheer van de termijnen

Art. 51. § 1. De in uitvoering van de artikelen 34 en 37 genomen besluiten moeten binnen een termijn van veertig dagen na ontvangst van de door het representatief orgaan goedgekeurde akte of van de bewijsstukken wanneer die binnen de termijn gevraagd werden aan de raad van bestuur meegedeeld worden. De regering kan deze termijn eenmalig verlengen voor een duur die de oorspronkelijke termijn niet mag overschrijden. De beslissing om de termijn te verlengen moet ook meegedeeld worden vóór het verstrijken van de oorspronkelijke termijn. Als die termijnen niet nageleefd worden, is de akte verondersteld goedgekeurd te zijn.

§ 2. De in uitvoering van de artikelen 52 tot 54 en 59 tot 63 genomen besluiten moeten binnen een termijn van veertig dagen na ontvangst van de akte aan de raad van bestuur van de instelling meegedeeld worden.

§ 3. Wat de haar toegestane termijnen betreft, is de regering gebonden door de volgende regels :

1° de termijn begint te lopen de dag na de ontvangst van de akte in haar authentieke vorm ;

2° de vervaldatum maakt deel uit van die termijn ;

3° elk besluit van de regering moet schriftelijk of elektronisch meegedeeld worden. Op straffe van nietigheid moet de verzending ervan uiterlijk de dag van het verstrijken van de termijn plaatsvinden.

Als de vervaldag een zaterdag, een zondag of een feestdag is, wordt hij verschoven naar de eerstvolgende werkdag. Onder feestdagen worden de volgende dagen begrepen : 1 januari, paasmaandag, 1 mei, Hemelvaartsdag, pinkstermaandag, 21 juli, 15 augustus, 1, 2, 11 en 15 november, 25 en 26 december evenals de bij ordonnantie of besluit van de regering vastgelegde dagen.

§ 3. De regering licht het representatief orgaan in over elke beslissing die ze aan de raad van bestuur van de instelling meedeelt.

Section 3. — De la tutelle spéciale

Art. 52. § 1^{er}. Les opérations civiles, notamment les marchés publics d'un montant supérieur à 30.000 euros que le conseil d'administration de l'établissement effectue, et l'acceptation des libéralités d'un montant supérieur ou égal à 12.500 euros qui sont faites aux établissements sont transmises simultanément à l'organe représentatif et au Gouvernement. L'organe représentatif transmet son avis au Gouvernement dans les quarante jours de la réception de l'acte. Passé le délai de quarante jours, l'avis de l'organe représentatif est réputé favorable. Le Gouvernement autorise la passation de l'acte par le conseil d'administration. Au cas où le Gouvernement ne suit pas l'avis de l'organe représentatif, il en indique les raisons dans sa motivation. Le Gouvernement peut adapter ces montants.

§ 2. Les libéralités destinées à soutenir l'exercice du culte dans le bâtiment affecté à cet effet, doivent être faites au profit de l'établissement.

Lorsque l'établissement adhère à une association d'établissements, les marchés publics sont soumis à l'accord du conseil d'administration de l'association.

§ 3. Lorsque le Gouvernement constate qu'une libéralité de plus de 12.500 euros, ou que plusieurs libéralités d'une même source dont le montant total au cours d'un exercice budgétaire dépasse 12.500 euros, a été acceptée sans respecter la procédure prévue au paragraphe 1^{er}, il peut entamer la procédure de retrait de reconnaissance prévue à l'article 5.

Section 4. — De la tutelle générale

Art. 53. Le Gouvernement peut suspendre l'exécution de l'acte par lequel un conseil d'administration de l'établissement ou de l'association d'établissements sort de ses attributions, viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'arrêté de suspension doit intervenir dans les quarante jours de la réception de l'acte au Gouvernement.

Il est immédiatement notifié au conseil d'administration de l'établissement ou de l'association d'établissements, qui en prend connaissance sans délai, ainsi qu'à l'organe représentatif.

Le conseil d'administration de l'établissement ou de l'association d'établissements dont l'acte est régulièrement suspendu peut, dans les quarante jours de la réception de l'arrêté de suspension, le justifier ou le retirer. Passé ce délai, l'acte est considéré comme nul de plein droit.

La suspension est levée à l'expiration d'un délai de quarante jours à partir de la réception par le Gouvernement de l'acte par lequel le conseil d'administration justifie l'acte suspendu.

Art. 54. Le Gouvernement peut annuler l'acte par lequel le conseil d'administration de l'établissement ou de l'association d'établissements sort de ses attributions, viole la loi ou blesse l'intérêt général.

L'arrêté d'annulation doit intervenir dans les quarante jours de la réception de l'acte du conseil d'administration de l'établissement ou de l'association au Gouvernement ou de la réception au Gouvernement de l'acte par lequel le conseil d'administration de l'établissement a justifié l'acte suspendu.

L'arrêté d'annulation est immédiatement notifié au conseil d'administration de l'établissement ou de l'association et à l'organe représentatif reconnu.

Section 5. — De la tutelle coercitive

Art. 55. Le Gouvernement peut, après deux avertissements consécutifs constatés par la correspondance, ou des moyens numériques, avec copie à l'organe représentatif, charger un ou plusieurs commissaires de se transporter sur les lieux, aux frais personnels des membres du conseil d'administration de l'établissement ou de l'association d'établissements en retard de satisfaire aux avertissements, à l'effet de recueillir les renseignements ou observations demandés, ou de mettre à exécution les mesures prescrites par les lois, décrets, ordonnances, règlements généraux et arrêtés de l'État, des Communautés et des Régions.

L'envoi d'un ou de plusieurs commissaires est immédiatement communiqué par le Gouvernement à l'organe représentatif reconnu.

La rentrée des frais à charge des membres du conseil d'administration de l'établissement ou de l'association est poursuivie comme en matière de contributions directes, par le receveur, après que le Gouvernement a déclaré l'ordonnance exécutoire.

Deel 3. — Het bijzonder toezicht

Art. 52. § 1. De civielrechtelijke handelingen, met name de overheidsopdrachten voor een bedrag van meer dan 30.000 euro die de raad van bestuur van de instelling uitvoert en de aanneming van giften voor een bedrag van 12.500 euro of meer die aan de instellingen gedaan worden, worden tegelijkertijd aan het representatief orgaan en aan de regering meegedeeld. Het representatief orgaan deelt zijn advies mee aan de Regering binnen veertig dagen na ontvangst van de handeling. Na verstrijken van deze termijn wordt het advies van het representatief orgaan gunstig geacht. De regering machtigt de raad van bestuur om de handeling te stellen. Indien de Regering het advies van het representatief orgaan niet volgt, licht zij dit toe in haar motivering. De Regering kan de bedragen aanpassen.

§ 2. De giften bestemd voor het ondersteunen van de uitoefening van de eredienst in het daarvoor bestemde gebouw moeten gebeuren ten gunste van de instelling.

Wanneer de instelling toetreedt tot een vereniging van instellingen zijn de overheidsopdrachten onderworpen aan het akkoord van de raad van bestuur van de vereniging.

§ 3. Indien de Regering vaststelt dat een gift van meer dan 12.500 euro, of meerdere giften van eenzelfde bron, waarvan het totale bedrag tijdens een boekjaar 12.500 euro overschrijdt, aanvaard werden zonder daarbij de in paragraaf 1 voorgeschreven procedure te hebben nageleefd, kan de Regering een procedure van intrekking van de erkenning starten zoals bedoeld in artikel 5.

Deel 4. — Het algemeen toezicht

Art. 53. De Regering kan de uitvoering schorsen van de akte waarbij een raad van bestuur van een instelling zijn bevoegdheid te buiten gaat, de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het schorsingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat de akte bij de Regering is aangekomen.

Het wordt onmiddellijk aan de raad van bestuur van de instelling of van de vereniging van instellingen meegedeeld die er onmiddellijk kennis van neemt, alsook aan het representatief orgaan.

De raad van bestuur van de instelling of van de vereniging van instellingen waarvan de akte regelmatig geschorst wordt, kan binnen veertig dagen na ontvangst van het schorsingsbesluit deze akte rechtvaardigen of intrekken. Na het verstrijken van die termijn wordt de akte van rechtswege als nietig beschouwd.

Na het verstrijken van een termijn van veertig dagen na ontvangst door de Regering van de beslissing waarbij de raad van bestuur de geschorste akte rechtvaardigt, is de schorsing opgeheven.

Art. 54. De regering kan de akte schorsen waarbij de raad van bestuur van een instelling of van de vereniging van instellingen zijn bevoegdheid te buiten gaat, de wet schendt of het algemeen belang schaadt.

Het vernietigingsbesluit moet worden genomen binnen veertig dagen nadat de akte van de raad van bestuur van de instelling of van de vereniging bij de regering is aangekomen of nadat de akte waaruit blijkt dat de raad van bestuur van de instelling de geschorste akte gerechtvaardigd heeft, bij de regering is aangekomen.

Het vernietigingsbesluit wordt onmiddellijk aan de raad van bestuur van de instelling of van de vereniging en aan het erkende representatief orgaan meegedeeld.

Deel 5. — Het dwingend toezicht

Art. 55. Na twee opeenvolgende, uit de briefwisseling of digitale middelen blijkende waarschuwingen, met kopie aan het representatief orgaan, kan de Regering één of meer commissarissen gelasten zich ter plaatse te begeven, op de persoonlijke kosten van de leden van de raad van bestuur van de instelling of van de vereniging van instellingen die verzuimd hebben aan de waarschuwingen gevolg te geven, teneinde de gevraagde inlichtingen of opmerkingen in te zamelen of de maatregelen ten uitvoer te brengen die zijn voorgeschreven bij de wetten, decreten, ordonnanties, algemene reglementen en besluiten van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

Het sturen van één of meer commissarissen wordt door de regering onmiddellijk aan het erkende representatief orgaan meegedeeld.

De invordering van de kosten ten laste van de leden van de raad van bestuur van de instelling van de vereniging geschiedt, net als inzake directe belastingen, door de ontvanger, nadat de regering het bevelschrift uitvoerbaar heeft verklaard.

CHAPITRE VI. — *De l'entretien des bâtiments affectés à l'exercice du culte*

Art. 56. L'organe représentatif peut choisir un bâtiment parmi ceux qui sont affectés à l'exercice du culte et le déclarer emblématique pour le culte qu'il représente.

Art. 57. Le conseil d'administration de l'établissement est chargé de veiller au bon entretien du bâtiment ou partie de bâtiment affecté à l'exercice du culte. Il en garantit l'accès gratuitement. Il veille à son accessibilité par les personnes à mobilité réduite.

Art. 58. Lorsque l'état du bâtiment ou partie de bâtiment affecté à l'exercice du culte nécessite des travaux d'investissement, pour autant que l'établissement y dispose d'un droit réel, ou d'un droit d'usage conféré par les pouvoirs publics, le conseil d'administration de l'établissement en informe le Gouvernement et l'organe représentatif.

Le conseil d'administration de l'établissement joint à son courrier un plan de financement des investissements. Le plan peut notamment viser la réalisation du patrimoine mobilier ou immobilier privé. Le patrimoine mobilier nécessaire à l'exercice du culte ne peut être aliéné.

Lorsque l'établissement adhère à une association d'établissements, l'accord du conseil d'administration de l'association est joint au courrier.

Art. 59. Le Gouvernement autorise le conseil d'administration de l'établissement à faire rédiger le cahier spécial des charges appelé à régir les travaux.

Art. 60. Le conseil d'administration de l'établissement transmet au Gouvernement la décision par laquelle il a adopté le cahier spécial des charges et choisi un mode de passation du marché.

Art. 61. Le Gouvernement autorise le conseil d'administration de l'établissement à publier le marché ou à consulter des prestataires. Le Gouvernement se réfère au plan financier destiné à financer l'investissement.

Art. 62. Le conseil d'administration de l'établissement transmet au Gouvernement la décision par laquelle il attribue le marché.

Art. 63. Le Gouvernement autorise le conseil d'administration de l'établissement à notifier sa décision au prestataire qu'il a choisi.

Art. 64. Le Gouvernement peut prévoir une intervention financière extraordinaire lorsque l'établissement ne dispose pas des moyens financiers suffisants pour couvrir l'entièreté de l'investissement autorisé.

Art. 65. Lorsqu'un bâtiment ou une partie de bâtiment est affecté à l'exercice du culte par plus d'une communauté culturelle locale reconnue, les établissements concernés conviennent des droits et devoirs de chacune. La convention est transmise aux organes représentatifs des communautés et au Gouvernement.

Art. 66. Le conseil d'administration dresse et tient à jour l'inventaire du patrimoine culturel mobilier de l'édifice de culte dont il a la charge. Par patrimoine culturel de l'édifice, on entend tous les objets religieux ou destinés à la pratique du culte communautaire ou individuel, les pièces d'orfèvrerie, le mobilier religieux, qu'il soit intégré ou non, les textiles, les tableaux et sculptures, les pierres tombales situées dans le lieu de culte, le matériel de procession et les vitraux.

Il procède au recollement annuel de cet inventaire.

Le gouvernement détermine les modalités de cet inventaire du patrimoine culturel mobilier.

HOOFDSTUK VI. — *Het onderhoud van de voor de uitoefening van de eredienst bestemde gebouwen*

Art. 56. Het representatief orgaan mag een gebouw kiezen uit de gebouwen die bestemd zijn voor het uitoefenen van de eredienst en het als emblematisch verklaren voor de eredienst die het vertegenwoordigt.

Art. 57. De raad van bestuur van de instelling moet zorgen voor het goede onderhoud van het gebouw of gedeelte van een gebouw dat voor de uitoefening van de eredienst bestemd is. Hij vrijwaart de gratis toegang tot dit gebouw en zorgt voor de toegankelijkheid ervan voor personen met beperkte mobiliteit.

Art. 58. Wanneer de staat van het gebouw of het gedeelte van een gebouw dat voor de uitoefening van de eredienst bestemd is investeringswerken vereist, voor zover de instelling er over een zakelijk recht beschikt of over een gebruiksrecht dat toegekend werd door de overheid, brengt de raad van bestuur van de instelling de regering en het representatief orgaan hiervan op de hoogte.

De raad van bestuur van de instelling voegt bij zijn brief een financieringsplan voor de investeringen. Het plan kan met name de tegeldemaking van het roerende of onroerende privépatrimonium beogen. Het voor de uitoefening van de eredienst vereiste roerende patrimonium mag niet overgedragen worden.

Wanneer de instelling toetreedt tot een vereniging van instellingen wordt het akkoord van de raad van bestuur van de vereniging bij de brief gevoegd.

Art. 59. De regering geeft de raad van bestuur van de instelling toestemming om het bijzonder bestek te laten opmaken dat de werken zal moeten regelen.

Art. 60. De raad van bestuur van de instelling bezorgt de regering de beslissing waarmee hij het bijzonder bestek goedkeurt en een gunningswijze voor de opdracht kiest.

Art. 61. De regering geeft de raad van bestuur van de instelling toestemming om de opdracht bekend te maken of dienstverleners te raadplegen. De regering verwijst naar het financieel plan voor de financiering van de investering.

Art. 62. De raad van bestuur van de instelling bezorgt de regering de beslissing waarmee hij de opdracht toewijst.

Art. 63. De regering geeft de raad van bestuur van de instelling toestemming om de opdracht bekend te maken aan de door hem gekozen dienstverlener.

Art. 64. De regering kan voorzien in een buitengewone financiële tegemoetkoming wanneer de instelling niet over voldoende financiële middelen beschikt om heel de toegelaten investering te dekken.

Art. 65. Wanneer een gebouw of een deel van een gebouw door meer dan een erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschap voor de uitoefening van de eredienst bestemd is, spreken de betrokken instellingen hun respectieve rechten en plichten af. De overeenkomst wordt aan de representatieve organen van de gemeenschappen en aan de regering bezorgd.

Art. 66. De raad van bestuur maakt de inventaris van het roerend cultureel patrimonium van het eredienstgebouw waarvoor het verantwoordelijk is, op en houdt die bij. Onder cultureel patrimonium van het gebouw verstaat men alle religieuze voorwerpen en voorwerpen die bestemd zijn voor de uitoefening van de gemeenschappelijke of individuele eredienst, het goudwerk, het al dan niet geïntegreerd religieus meubilair, het textiel, de schilderijen en beeldhouwwerken, de grafstenen die zich bevinden in de eredienstplaats, het processiemateriaal en de glasramen.

Hij gaat jaarlijks over tot het nazicht van die inventaris.

De regering bepaalt de nadere regels in verband met die inventaris van het roerend cultureel patrimonium.

CHAPITRE VII. — *Du logement du ministre desservant*

Art. 67. § 1^{er}. Lorsque l'établissement ne peut fournir un logement au ministre desservant, le Gouvernement lui verse une indemnité. Le Gouvernement arrête le montant, les modalités d'octroi et de calcul des indemnités de logement.

§ 2. Le ministre desservant fournit au Gouvernement tout document utile à prouver ses frais de logement.

§ 3. Seuls les ministres desservants dont le traitement est pris en charge par le SPF Justice peuvent prétendre à une indemnité.

§ 4. L'indemnité n'est versée qu'à un seul ministre desservant par communauté locale.

CHAPITRE VIII. — *Protection des données à caractère personnel*

Art. 68. Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale détermine l'administration responsable du traitement des données à caractère personnel dans le cadre de la présente ordonnance.

CHAPITRE IX. — *Dispositions modificatives de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public*

Art. 69. Aux articles 4, 4°, 6, 7, § 1^{er}, 10, 12 et 34 de l'ordonnance du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public, les mots « les fabriques d'église et consistoires » sont chaque fois remplacés par les mots « les établissements culturels locaux reconnus par le Gouvernement ».

Art. 70. L'article 4, 5°, de la même ordonnance est abrogé.

CHAPITRE X. — *Dispositions transitoires*

Art. 71. Les communautés qui, avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, étaient financées par une ou plusieurs communes de la Région de Bruxelles-Capitale, ou la Région de Bruxelles-Capitale elle-même, et pour lesquelles le ministre de la Justice prenait en charge un poste de ministre desservant, sont considérées comme reconnues.

Art. 72. Les communes qui, au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, sont propriétaires d'un logement auparavant mis à disposition d'un ministre desservant d'une communauté reconnue, peuvent en transférer la propriété, à titre gratuit et sans frais, à l'établissement concerné.

À défaut, le logement reste à disposition du ministre desservant de la communauté concernée.

Art. 73. Tant que la liste visée à l'article 3 n'a pas trois ans d'existence, le délai réclamé à l'article 4, 1°, peut être justifié par la déclaration de l'organe représentatif.

CHAPITRE XI. — *Disposition abrogatoire*

Art. 74. Sont abrogés :

1° la loi du 8 avril 1802 relative à l'organisation des cultes, modifiée par l'ordonnance du 18 juillet 2002 ;

2° le décret impérial du 30 décembre 1809 concernant les fabriques des églises, modifié par les ordonnances du 18 juillet 2002 et du 18 mars 2004 ;

3° l'arrêté royal du 16 août 1824 portant que les fabriques et administrations d'églises ne peuvent prendre des dispositions sur des objets dont le soin ne leur est pas expressément conféré par des lois, règlements et ordonnances existants ;

4° la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes, modifiée par les lois des 17 avril 1985, 10 mars 1999 et 27 mars 2006, par l'arrêté royal du 20 juillet 2000, et par les ordonnances du 18 juillet 2002 et du 29 juin 2006 ;

5° l'ordonnance du 29 juin 2006 relative à l'organisation et au fonctionnement du culte islamique, modifiée par l'ordonnance du 21 mars 2013 ;

6° l'ordonnance du 29 juin 2006 portant diverses dispositions relatives aux cultes reconnus.

HOOFDSTUK VII. — *De huisvesting van de bedienaar*

Art. 67. § 1. Wanneer de instelling de bedienaar geen woning kan bezorgen, betaalt de regering hem een vergoeding. De regering bepaalt het bedrag en de nadere regels voor de toekenning en berekening van de huisvestingsvergoeding.

§ 2. De bedienaar bezorgt de regering alle nuttige documenten om zijn huisvestingskosten te bewijzen.

§ 3. Enkel de bedienaars van wie de wedde door de FOD Justitie ten laste genomen wordt, kunnen aanspraak maken op een vergoeding.

§ 4. De vergoeding wordt slechts aan één bedienaar per plaatselijke gemeenschap betaald.

HOOFDSTUK VIII. — *Bescherming van persoonsgegevens*

Art. 68. De Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest bepaalt het bestuur dat verantwoordelijk is voor de verwerking van persoonsgegevens in het kader van deze ordonnantie.

HOOFDSTUK IX. — *Wijzigingsbepalingen van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen*

Art. 69. In de artikelen 4, 4°, 6, 7, § 1, 10, 12 en 34 van de ordonnantie van 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen, worden de woorden « de kerkfabrieken en consistories » telkens vervangen door de woorden « de door de regering erkende plaatselijke levensbeschouwelijke instellingen ».

Art. 70. Artikel 4, 5°, van dezelfde ordonnantie wordt opgeheven.

HOOFDSTUK X. — *Overgangsbepalingen*

Art. 71. De gemeenschappen die vóór de inwerkingtreding van deze ordonnantie gefinancierd werden door een of meerdere gemeenten in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zelf en waarvan de minister van Justitie een betrekking van bedienaar ten laste nam, worden als erkend beschouwd.

Art. 72. De gemeenten die op het ogenblik van de inwerkingtreding van deze ordonnantie eigenaar zijn van een woning die voorheen ter beschikking werd gesteld van een bedienaar van een erkende gemeenschap kunnen de eigendom ervan gratis en kosteloos overdragen aan de betrokken instelling.

Als dit niet gebeurt, blijft de woning ter beschikking van de bedienaar van de desbetreffende gemeenschap.

Art. 73. Zolang de in artikel 3 bedoelde lijst geen drie jaar oud is, kan de in artikel 4, 1°, geëiste termijn gerechtvaardigd worden door de verklaring van het representatief orgaan.

HOOFDSTUK XI. — *Opheffingsbepaling*

Art. 74. Worden opgeheven :

1° de wet van 8 april 1802 betreffende de inrichting van de erediensden, gewijzigd bij ordonnantie van 18 juli 2002 ;

2° het keizerlijk decreet van 30 december 1809 op de kerkfabrieken, gewijzigd bij de ordonnanties van 18 juli 2002 en 18 maart 2004 ;

3° het koninklijk besluit van 16 augustus 1824 houdende dat de kerkbesturen en kerkelijke administraties geen beschikkingen kunnen nemen omtrent onderwerpen, waarvan de bezorging hen niet uitdrukkelijk bij de bestaande wetten, reglementen of verordeningen is opgedragen ;

4° de wet van 4 maart 1870 op het tijdelijke der erediensden, gewijzigd door de wetten van 17 april 1985, 10 maart 1999, en 27 maart 2006, door het koninklijk besluit van 20 juli 2000 et door de ordonnanties van 18 juli 2002 et 29 juni 2006 ;

5° de ordonnantie van 29 juni 2006 betreffende de inrichting en de werking van de islamitische eredienst, gewijzigd door de ordonnantie van 21 maart 2013 ;

6° de ordonnantie van 29 juni 2006 houdende diverse bepalingen betreffende de erkende erediensden.

CHAPITRE XII. — *Entrée en vigueur*

Art. 75. La présente ordonnance entre en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Promulguons la présente ordonnance, ordonnons qu'elle soit publiée au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 10 décembre 2021.

Le Ministre-Président du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé du Développement territorial et de la Rénovation urbaine, du Tourisme, de la Promotion de l'Image de Bruxelles et du Biculturel d'intérêt régional,

R. VERVOORT

La Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière,

E. VAN DEN BRANDT

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargé de la Transition climatique, de l'Environnement, de l'Énergie et de la Démocratie participative,

A. MARON

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé des Finances, du Budget, de la Fonction publique, de la Promotion du Multilinguisme et de l'Image de Bruxelles,

S. GATZ

Le Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, chargé de l'Emploi et de la Formation professionnelle, de la Transition numérique et des Pouvoirs locaux,

B. CLERFAYT

—————
Note

Documents du Parlement :

Session ordinaire 2020-2021

A-400/1 Projet d'ordonnance organique

Session ordinaire 2021-2022

A-400/2 Rapport

A-400/3 Amendements après rapport.

Compte rendu intégral :

Discussion et adoption : séance du vendredi 26 novembre 2021

HOOFDSTUK XII. — *Inwerkingtreding*

Art. 75. Deze ordonnantie treedt in werking op 1 januari 2023.

Kondigen deze ordonnantie af, bevelen dat ze in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 10 december 2021.

De Minister-President van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Territoriale Ontwikkeling en Stadsvernieuwing, Toerisme, de promotie van het Imago van Brussel en Biculturele zaken van gewestelijk belang,

R. VERVOORT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Mobiliteit, Openbare Werken en Verkeersveiligheid,

E. VAN DEN BRANDT

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Klimaattransitie, Leefmilieu, Energie en Participatieve Democratie,

A. MARON

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Financiën, Begroting, Openbaar Ambt, de Promotie van Meertaligheid en van het Imago van Brussel,

S. GATZ

De Minister van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, belast met Werk en Beroepsopleiding, Digitalisering en de Plaatselijke Besturen,

B. CLERFAYT

—————
Nota

Documenten van het Parlement :

Gewone zitting 2020-2021

A-400/1 Ontwerp van organieke ordonnantie

Gewone zitting 2021-2022

A-400/2 Verslag

A-400/3 Amendementen na verslag

Integraal verslag :

Bespreking en aanneming : vergadering van vrijdag 26 november 2021

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2021/34483]

17 DECEMBRE 2021. — Arrêté du Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale interdisant la possession et le transport de feux d'artifice

Le Ministre-Président de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 166, § 2, de la Constitution ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, en son article 48 modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu la loi du 26 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes en son article 4, § 2^{quater}, 1^o, tel que modifié par la loi du 6 janvier 2014 ;

Vu la loi du 5 août 1992 sur la fonction de police, en son article 11 remplacé par la loi du 7 décembre 1998 ;

Vu la loi du 14 août 2021 relative aux mesures de police administrative lors d'une situation d'urgence épidémique, l'article 4, § 2 ;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant la déclaration de la situation d'urgence épidémique concernant la pandémie de coronavirus COVID-19, en son article 1^{er} déclarant jusqu'au 28 janvier 2022 inclus ladite situation d'urgence épidémique ;

Vu l'arrêté royal du 28 octobre 2021 portant les mesures de police administrative nécessaires en vue de prévenir ou de limiter les conséquences pour la santé publique de la situation d'urgence épidémique déclarée concernant la pandémie de coronavirus COVID-19, tel que modifié par l'arrêté royal du 19 novembre 2021 et par l'arrêté royal du 4 décembre 2021 ;

Considérant qu'eu égard à la gestion de la crise sanitaire du COVID, la pression sur notre système hospitalier est extrêmement forte (à titre d'exemple, environ 40 % des lits en soins intensifs en Région de Bruxelles-Capitale occupés par des patients COVID) ;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2021/34483]

17 DECEMBER 2021. — Besluit van de Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest houdende een verbod op het bezit en het vervoer van vuurwerk

De Minister-President van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

Gelet op artikel 166, § 2 van de Grondwet;

Gelet op artikel 48 van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, zoals gewijzigd bij de wet van 6 januari 2014;

Gelet op artikel 4, § 2^{quater}, 1^o van de wet van 26 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten, zoals gewijzigd door de wet van 6 januari 2014;

Gelet op artikel 11 van de wet van 5 augustus 1992 op het politieambt, zoals vervangen door de wet van 7 december 1998;

Gelet op de wet van 14 augustus 2021 betreffende de maatregelen van bestuurlijke politie tijdens een epidemische noodsituatie, artikel 4, § 2 ;

Gelet op het Koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de afkondiging van de epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie dat in artikel 1 deze epidemische noodsituatie uitvaardigt tot en met 28 januari 2022;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 oktober 2021 houdende de nodige maatregelen van bestuurlijke politie teneinde de gevolgen voor de volksgezondheid van de afgekondigde epidemische noodsituatie betreffende de coronavirus COVID-19 pandemie te voorkomen of te beperken zoals gewijzigd door het koninklijk besluit van 19 november 2021 en door het koninklijk besluit van 4 december 2021;

Overwegende dat gelet op de beheersing van de gezondheidscrisis ingevolge COVID de druk op ons ziekenhuissysteem extreem hoog is (zo wordt bijvoorbeeld ongeveer 40 % van de bedden voor intensieve zorgen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ingenomen door COVID-patiënten) ;